

L'ÉVÉNEMENT

SYNDICAL

N° 35

24^e année • mercredi 1^{er} septembre 2021

l'hebdomadaire du syndicat UNIA

Place de la Riponne 4 • 1005 Lausanne • tél. 021 321 14 60 • redaction@evenement.ch • www.evenement.ch

JAA CH-1005 Lausanne P.P. / Journal Poste CH SA



THIERRY PORCHET

Les cantons de Fribourg, Neuchâtel, Jura et le Jura bernois se dotent d'une convention collective de travail dans la branche du paysagisme. L'accord fixe des salaires minimaux pour les différentes catégories de personnel, en fonction des qualifications et de l'expérience. Et comble ainsi un vide en Suisse romande. **PAGE 3**

POINT DE MIRE

Devoir de solidarité

Sonya Mermoud

Au lendemain de la victoire éclair des talibans en Afghanistan, le risque d'une crise migratoire majeure se profile. Une inquiétude nourrie par les images de milliers de désespérés tentant de fuir la capitale dans un chaos sans nom, les attentats meurtriers revendiqués par le groupe djihadiste Etat islamique et la peur que suscitent les nouveaux maîtres des lieux malgré des déclarations qu'ils ont voulues rassurantes. Mais comment ne pas se méfier des insurgés islamistes qui, au pouvoir de 1996 à 2001, avaient instauré un régime brutal et privé les femmes de droits élémentaires? Au regard des menaces qui pèsent sur les personnes ayant travaillé avec les alliés étrangers et l'ancien gouvernement, les militants des

droits humains, les journalistes, médecins, enseignants, artistes... femmes en tête... en quête d'un sésame occidental, quelle réponse sera apportée? Maintenant la date de leur départ, les Etats-Unis ont montré les limites de leur empathie – mais n'en ont-ils jamais eu? – acceptant *de facto* que tous leurs anciens collaborateurs ne peuvent être sauvés. Du côté de l'Union européenne, plusieurs chefs d'Etat ont confié redouter une arrivée massive de réfugiés. Aucune volonté commune de solidarité ne s'est dessinée. Les locomotives française et allemande se sont engagées à aider les personnes les plus vulnérables en quête de protection, tout en tenant des discours ambivalents. Entre générosité contenue et méfiance. Berlin mise, dans un premier temps, sur des solutions régionales; Paris veut se protéger contre des flux migratoires irréguliers importants générateurs de dangers et de trafics en tous genres... Cynique renversement des craintes. La Grèce a prévenu, pour sa part, qu'elle refoulera les nouveaux arrivants à ses portes. Quant à la Turquie, partenaire de l'UE dans ce dossier, elle n'entend pas jouer une nouvelle fois le rôle d'Etat tampon. Comptant sur son sol plus de 3,7 millions d'exilés syriens – un accueil monnayé très cher – Istanbul s'attèle désormais à ériger un mur à la frontière avec l'Iran, visant à contenir les afflux de migrants afghans... La Suisse n'a pas davantage brillé par sa compassion. Et a surtout affiché sa fierté d'avoir pu évacuer la plus grande partie de son personnel

local, soit quelque 230 Afghans en comptant leurs familles. Autosatisfaction pour une poignée de rescapés qui sera déduite du contingent de 800 réfugiés admis pour l'année via ce mode opératoire. Pas question de prévoir de quotas supplémentaires malgré les requêtes du HCR. Sans surprise, la Confédération préfère temporiser, orientant également son discours sur une aide sur place et dans les pays voisins. Et offrant ses bons offices pour favoriser le dialogue entre les parties. Plusieurs voix se sont pourtant élevées pour l'appeler à faire preuve de davantage d'humanité et d'hospitalité. Des milliers de personnes ont plaidé en faveur de l'accueil d'au moins 5000 Afghans. Des associations actives dans le domaine de l'asile, une coalition de juristes indépendants, la Gauche ou encore la Ville de Genève sont montées au créneau avec des demandes raisonnables. Berne doit ouvrir des voies d'accès sûres, délivrer des visas humanitaires, favoriser les regroupements familiaux sans bureaucratie, recevoir sur son sol un nombre à définir de personnes en détresse en butte aux repréailles des talibans. Des actes à sa portée. Il ne s'agit pas de céder à la seule émotion, comme ont commenté certains, mais bien de se mobiliser pour contribuer à sauver des vies en assumant un devoir de solidarité essentiel. Et au nom de droits humains et de libertés partagées que se sont attachés à défendre des femmes et des hommes valeureux risquant désormais d'en payer le prix fort. ■

PROFIL



Jean-Claude Abbet, sérénité reconquise.

PAGE 2

ENVIRONNEMENT

Respecter les limites planétaires.

PAGE 7

UNIA 2.0

Ouverture de la réflexion.

PAGE 8

TERTIAIRE

La restauration a faim de personnel.

PAGE 9

SÉRÉNITÉ RECONQUISE

A la retraite, Jean-Claude Abbet consacre une large partie de son temps à la photographie. Une passion qui l'a accompagné tout au long d'une existence difficile

Sonya Mermoud

C'est un sacré personnage au cuir dur et au cœur sensible. Un homme au tempérament bien trempé qui, à 77 ans, revient de loin, marqué au fer rouge par une enfance douloureuse, des échecs amoureux, un burn-out et une addiction à l'alcool et aux médicaments dont il est parvenu à se défaire. Ton affirmé, éclats de rire pour exorciser des souvenirs qui blessent, formules réparatrices répétées comme des mantras, Jean-Claude Abbet se raconte dans son appartement de Monthey. Un récit sans fard ni larmoiement. Avec un franc-parler, et une sincérité et une humanité touchantes. Deuxième d'une fratrie de quatre enfants, le Valaisan grandit dans une famille modeste. Son père, mineur employé à la construction de galeries, communique davantage avec les coups qu'avec les mots. Sa mère, épouse exemplaire et dévouée, fait les ménages. Le gamin d'alors souffre de la violence de ce papa, certes travailleur, mais largement porté sur la boisson, et du désert affectif qui l'entoure. «Je n'ai pas eu d'enfance. J'étais malade, enclin à des angoisses profondes. A l'âge de 10 ans, je voulais déjà vivre avec mon oncle à Neuchâtel. Mes parents me dévalorisaient», confie Jean-Claude Abbet qui, adolescent, préférera souvent, au confort de la maison, dormir sous un pont, dans une cabane de jardin et parfois chez son patron qui l'a pris sous son aile. Ce mentor le forme non seulement à la profession de décolleteur, mais lui insuffle également son amour de la nature et de la photo. Une passion qui ne quittera plus Jean-Claude Abbet, même si son quotidien ne lui laisse alors guère l'occasion de l'assouvir.

HEURS ET MALHEURS

Ouvrier acharné, Jean-Claude Abbet s'implique à fond dans son activité et devient mécanicien de précision à Ultra-Précision à Monthey. L'entreprise, fondée par ce même patron bienveillant, ouvre un département de machines automatiques. Le travailleur conçoit, dessine, crée des machines à usiner des connecteurs. Dans l'intervalle, à l'âge de 23 ans, il se marie. De cette union naîtront deux enfants avant la rupture, au

terme de huit ans de vie commune, accéléérée par un métier qui accapare tout le temps, ou presque, du salarié. Et cela alors qu'il s'engage encore largement sur le front syndical, soucieux de défendre de justes conditions de travail. «On m'a même proposé un 14^e salaire pour que je quitte Unia», sourit le retraité. En 1978, une autre cassure brise Jean-Claude Abbet, terrassé par un burn-out. «Je maniais une fraiseuse. J'ai eu soudain un gros malaise et me suis sentir partir.» L'ouvrier est hospitalisé trois semaines. A sa sortie, il s'évanouit. Autant dire que rien n'est réglé. Le trentenaire d'alors, dépressif, est rattrapé par son passé, les réminiscences d'un père menaçant sa mère d'un couteau, de dimanches hypocrites à l'église en famille, de liens à jamais rompus avec ses frères et sœurs... Ce gaillard sportif et costaud doit apprendre à composer avec ce lourd contentieux, canaliser sa force et entame une psychothérapie qui durera plus de deux décennies.

SEVRAGE RÉDEMPTEUR

Les années s'écoulent avec leur lot de malheurs et de souffrances. Le Valaisan travaille un temps à la vallée de Joux, passe par tous les stades, même celui de SDF, se bat avec l'AI pour qu'elle lui offre une formation continue, rêvant de revenir «au top niveau». Réengagé à Monthey, Jean-Claude Abbet y travaille jusqu'en 1995, puis démissionne, car en porte-à-faux avec le nouveau supérieur. Il décroche ensuite un autre job, réalisant pendant sept ans des prototypes de boîtes de montres avant de devoir jeter l'éponge, victime de ses dépendances, entre alcool et médicaments. Un séjour dans un centre de désintoxication de plusieurs mois le délivre de ses addictions. «J'ai fêté le 14 juillet dernier 20 ans d'abstinence complète. Rien ne me fait peur, pas même la mort, excepté une rechute», note le septuagénaire qui, après un deuxième mariage rapidement avorté, vit depuis 2002 avec sa nouvelle épouse burkinabée. «Une femme d'exception, commente-t-il, de l'admiration dans la voix, qui me ressource tout comme mes enfants et mes petits-enfants.» Depuis, l'existence de ce battant s'est apaisée. «Avant mon sevrage, j'attendais la fin chaque jour. Aujourd'hui, je

n'ai plus d'ennemis. J'ai aussi pardonné à mon père. Le travail que j'ai réussi à faire sur moi me rend heureux», confie, rayonnant, le retraité, et de citer, bien qu'athée, une prière qu'il a faite sienne: «Mon Dieu, donne-moi la sérénité d'accepter les choses que je ne peux pas changer, le courage de changer celles que je peux changer et la sagesse d'en connaître la différence.»

L'ÉMOTION DE LA RARETÉ

Facteur de liens et exutoire, la photographie a accompagné Jean-Claude Abbet tout au long de son parcours. L'homme n'a eu de cesse d'immortaliser

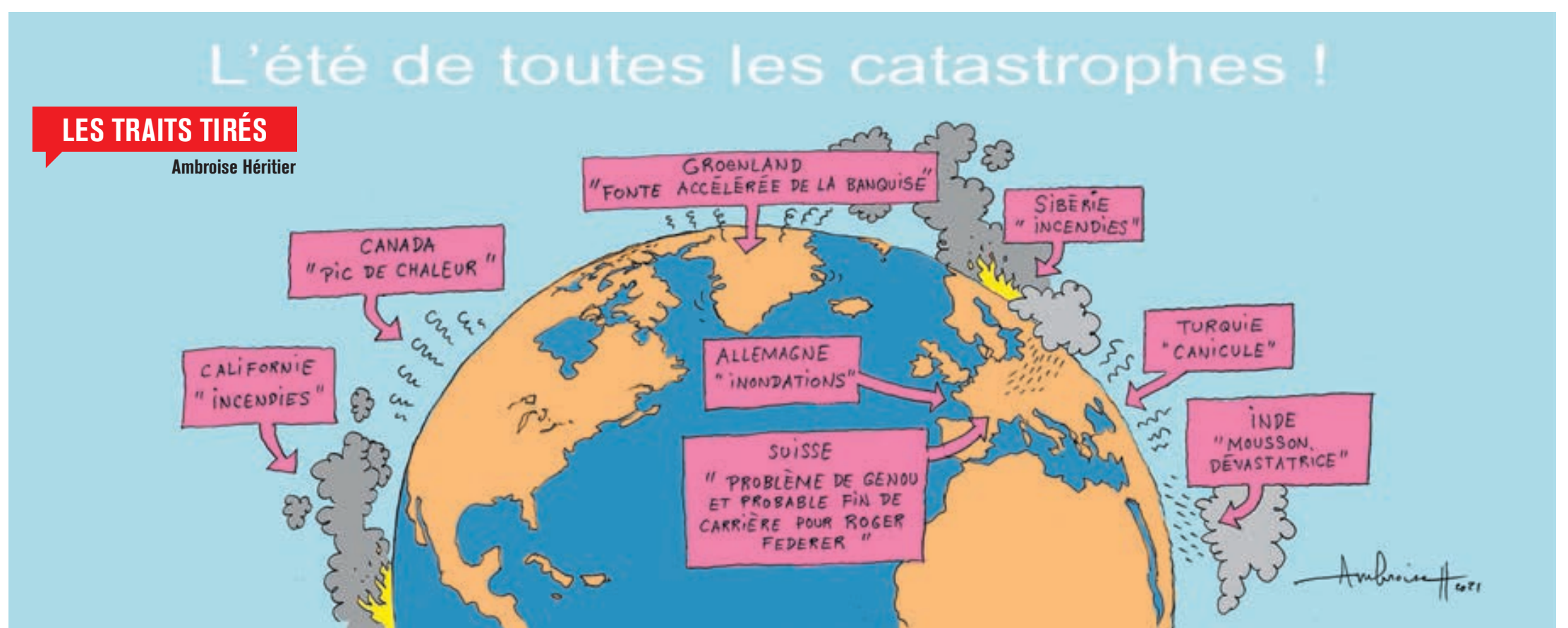
les beautés de la nature. Mais pas seulement. «La faune et la flore sont le côté sportif de ma passion, l'abstrait ne me laisse pas indifférent et la femme reste la source inépuisable de mes émotions», résume le talentueux autodidacte. Le chasseur d'images traque aussi volontiers des modèles spontanés, des scènes insolites au bord du Léman, que de secrètes orchidées. «Elle n'est pas la reine des fleurs, mais sa rareté lui confère un attrait particulier», affirme Jean-Claude Abbet, faisant défiler sur son écran des centaines de clichés de sabots de Vénus, mais aussi de paysages à différentes saisons, de cygnes aux cous enlacés, de

nuées de cormorans se reflétant dans l'eau, de beaux portraits... Des photos sensibles, à la hauteur de la passion du photographe, et révélatrices d'une patience à toute épreuve pour capter le moment magique. «Je demanderai qu'on inscrive sur mon épitaphe: "Jean-Claude a cherché la lumière toute sa vie, maintenant il l'a trouvée."» Cet homme sympathique et chaleureux a en tout cas un côté solaire et l'étoffe des personnes qui, ayant remporté des combats sur elles-mêmes et s'étant forgées à la résilience, connaissent la valeur de l'existence. ■



THIERRY PORCHET

«C'est ce qui me plaît qui est beau», note Jean-Claude Abbet, parlant de ses photos.



NOUVELLE CCT POUR LES PAYSAGISTES

Fribourg, Neuchâtel, le Jura et le Jura bernois se dotent d'une convention collective de travail de force obligatoire dans la branche du paysagisme. Toute la Suisse romande est ainsi couverte



Environ un millier d'employés et 280 entreprises sont concernés par la nouvelle convention collective de travail.



L'accord prévoit également 25 jours de vacances pour les moins de 20 ans et les plus de 50 ans et 22 jours pour les autres, sans compter les 9 jours fériés fermes.

Textes Aline Andrey
Photos Thierry Porchet

Depuis le 1^{er} septembre, les paysagistes de Suisse romande sont tous couverts par une convention collective de travail (CCT) de force obligatoire. Après les cantons de Genève, de Vaud et du Valais, c'est au tour de la région de Fribourg, Neuchâtel, du Jura et du Jura bernois - dont les communes de Bienne et d'Evilard-Macolin - de signer une CCT commune. «Après de longues années de négociations, les partenaires sociaux se sont accordés sur des salaires minimums et des conditions de travail dignes. C'est un grand pas en avant», se réjouit Nico Lutz, membre du comité directeur d'Unia. «Gigantesque même, renchérit François Clément, cosecrétaire régional d'Unia Fribourg. Cette convention va améliorer la vie de nombreux travailleurs, dont celle des temporaires, et des employeurs. Certaines sociétés françaises et allemandes qui cassent les prix vont devoir appliquer les salaires de la CCT.» Pierre-Yves Zürcher, membre du comité de Jardin-Suisse BEJUNE souligne: «Cette CCT permettra aussi, en plus de prévenir la concurrence déloyale, de valoriser notre métier et d'éviter que les apprentis une fois formés ne partent dans d'autres branches mieux payées.» Les partenaires sociaux, Unia et Syna, ainsi que l'association Grüne Berufe

Suisse et les sections cantonales de l'association patronale JardinSuisse indiquent dans un communiqué commun: «A travers des règles claires et des moyens de contrôle de leurs applications, les partenaires sociaux souhaitent lutter contre le travail frauduleux et la concurrence déloyale, mais aussi améliorer la sécurité sur les lieux de travail.» Une commission paritaire interrégionale est ainsi créée pour faire appliquer les nouvelles dispositions en informant les entreprises et les employés de leur existence et en les accompagnant. «Les contrôles seront nécessaires, appuie Pierre-Yves Zürcher. Sinon la CCT n'aura aucun sens.»

SALAIRES MINIMUMS

Un millier d'employés environ et 280 entreprises sont concernés. Le salaire minimum est fixé à 3900 francs. Il concerne les aides-jardiniers sans formation. Un renchérissement de 50 francs est déjà prévu le 1^{er} janvier 2022, puis en 2023, afin d'atteindre 4000 francs mensuels. Pour un jeune travailleur muni d'un CFC avec moins de trois ans d'expérience, le minimum salarial se monte à 4450 francs; puis à 4725 francs dès la troisième année. «Un aide-paysagiste avec plus de trois ans d'expérience, même sans CFC, a droit également à 4000 francs par mois, précise François Clément. Ce qui est bien davantage que les salaires appliqués jusqu'ici.» Le secrétaire syndical ajoute

que le statut est non seulement défini par les qualifications mais aussi par la fonction: «Une personne qui gère de 2 à 5 collaborateurs doit être considérée comme un chef d'équipe. Si c'est plus de 5 travailleurs, il a le statut de contre-maître avec le salaire qui s'y réfère.»

DES LIMITES À LA FLEXIBILITÉ

Le nombre d'heures de réserve ne peut excéder 60 heures par année, 20 heures maximum par mois. La durée de travail hebdomadaire ne doit pas excéder 45 heures ni descendre au-dessous de 35 heures. La durée moyenne est de 42,2 heures par semaine. Une pause de 15 minutes en matinée est payée. Un supplément de 25% est prévu pour les samedis travaillés, sauf trois samedis par année. Le travail du dimanche implique une majoration de 100%, ou de 50% sous réserve de déneigement et de salage, de foires et d'expositions. Le travail de nuit est rétribué également avec un supplément de 100%, mais 25% en cas de déneigement et de salage. «Cela permet aussi d'enlever de la pression sur les patrons de la part de clients pressés. S'ils veulent faire travailler des paysagistes le dimanche, ils doivent déboursier davantage», explique François Clément. La CCT prévoit également 25 jours de vacances pour les moins de 20 ans et les plus de 50 ans, 22 jours pour les autres, sans compter les 9 jours fériés

fermes (si, par exemple, un 1^{er} Août tombe un dimanche, il est rattrapé à un autre moment). Des indemnités repas de 17 francs doivent être versées à l'employé lorsqu'il ne peut pas rentrer au dépôt ou à la maison. Le temps de déplacement entre l'atelier et le chantier doit être compris dans les heures de travail, sauf les 30 premières minutes du trajet pour les passagers du véhicule (le chauffeur est payé). Les indemnités journalières de maladie s'élèvent à 100% du dernier salaire versé dès le deuxième jour et pendant le délai d'attente de l'assurance perte de gain. Puis à 80% pendant 720 jours au maximum. Les indemnités pour accident se montent à 80% du dernier salaire versé dès le premier jour.

UNE RETRAITE ANTICIPÉE EN DISCUSSION

L'article 34 de la nouvelle CCT indique que les partenaires sociaux s'engagent à trouver d'ici à 2024 une solution équi-

valente au système de retraite anticipée telle qu'en vigueur dès 62 ans à Genève, qui vient de renouveler sa convention, et en Valais. Une retraite anticipée est également en discussion dans le canton de Vaud.

«Cette CCT n'est pas aussi favorable aux travailleurs que la Convention nationale. Mais nous n'avons pas 60% de membres, ni une aussi grande capacité de mobilisation que ceux-ci. C'est toujours une histoire de rapport de force», explique François Clément. «Bien sûr, nous aurions aimé avoir une CCT romande, et même nationale, souligne Nico Lutz. Mais en Suisse alémanique, excepté Bâle qui possède une CCT de force obligatoire, les instances de JardinSuisse refusent toujours de négocier avec Unia. Le nouvel accord qui inclut Bienne est donc le bienvenu pour influencer la Suisse alémanique.» ■

CLASSES DE SALAIRES POUR LES PAYSAGISTES SOUMIS À LA CCT DE FRIBOURG, DE NEUCHÂTEL, DU JURA ET DU JURA BERNOIS

A1 Chef d'équipe.....	4900 francs (26,75 l'heure)
A2 Contremaître	5200 francs (28,40 l'heure)
B1 Jardinier CFC - 3 ans	4450 francs (24,30 l'heure)
B2 Jardinier CFC + 3 ans.....	4725 francs (25,80 l'heure)
C1 Aide paysagiste.....	3900 francs (21,30 l'heure)
C2 Aide paysagiste + 3 ans avec AFP	4000 francs (21,85 l'heure)

Oui à l'initiative 99%

L'Union syndicale suisse, partisane d'une augmentation des subsides aux primes maladie plutôt que de cadeaux fiscaux aux plus riches, soutient l'initiative 99% soumise au verdict des urnes le 26 septembre

Daniel Lampart

Que feriez-vous si vous aviez 26 millions de francs? Pour la plupart des gens, avoir autant d'argent est presque inimaginable. Mais pour les 50 000 personnes les plus riches en Suisse, c'est juste «normal». Ce 1% de la population de notre pays possède 43% de la fortune totale! Ces personnes sont propriétaires d'entreprises, d'immeubles d'habitation, de forêts et de terres agricoles, et elles en font leurs affaires. Les dividendes et les revenus des loyers rapportent beaucoup d'argent pouvant rapidement atteindre un million de francs par année. Avec la flambée du marché des actions et de l'immobilier, les très riches sont devenus encore plus riches. L'écart des fortunes et des revenus n'a cessé

de se creuser depuis les années 1990: à l'époque, le pourcentage le plus riche de la population possédait 33% de la



Alors que certains peinent à boucler les fins de mois, 1% de la population de notre pays possède 43% de la fortune totale! L'initiative 99% entend imposer davantage les plus hauts revenus et faire bénéficier la population des recettes fiscales qui seraient engendrées.

fortune totale. Depuis, ils ont non seulement profité du boom des marchés financiers, mais aussi de la politique fiscale. En effet, de nombreux cantons ont sensiblement baissé les impôts sur le revenu, l'impôt sur la fortune a été divisé par deux à bien des endroits et l'impôt sur les successions a été aboli pour les descendants directs.

FIN DE MOIS DIFFICILES...

Pour les personnes à petits et moyens revenus, la situation n'est pas du tout la même: les salaires ont certes augmenté petit à petit - grâce aux campagnes syndicales en faveur des salaires minimaux et de meilleurs salaires en général. Mais la politique n'a pas du tout été de ce côté: la Confédération et les cantons ont préféré baisser les impôts pour les nantis plutôt que rehausser les

subsides pour les primes d'assurance maladie. Résultat: de plus en plus de ménages n'arrivent plus à faire face aux coûts que représentent les primes maladie, qui englobent souvent bien plus de 10% du revenu des ménages. A cela s'ajoutent les loyers qui ne cessent d'augmenter et la pénurie de logements dans les centres. Pour de nombreux familles et ménages, il est de plus en plus difficile de boucler les fins de mois avec leur salaire ou leur rente. Pourtant, les représentants des classes aisées et de l'économie aux Chambres fédérales ne l'ont toujours pas compris. Au contraire, ces élus préparent de nouvelles baisses d'impôts pour les actionnaires et les investisseurs. Les titulaires d'obligations ne devraient plus payer d'impôt anticipé et l'émission d'actions serait exemptée d'im-

pôt (suppression du droit de timbre d'émission). En plus, les rentes de la prévoyance vieillesse devraient baisser encore pour que les gros revenus puissent payer moins de cotisations! L'Union syndicale suisse (USS) combat ces projets par voie de référendum. L'initiative 99% va plus loin: elle exige un changement de cap en faveur de la population ordinaire. Elle prévoit d'imposer davantage les plus hauts revenus et de faire bénéficier la population des recettes fiscales que cela engendrerait. Par exemple en augmentant enfin les subsides pour les primes d'assurance maladie et en relevant les rentes AVS. C'est pourquoi l'USS soutient cette initiative. ■

QATAR: DÉCÈS DE MIGRANTS INEXPLIQUÉS

Amnesty International dénonce l'absence d'enquêtes sur la mort de milliers de travailleurs migrants au Qatar, pointant les dangers liés à une chaleur extrême et des durées de labeur excessives. Explications

Sonya Mermoud

Au cours de la dernière décennie, plusieurs milliers de migrants employés au Qatar sont décédés sans que des enquêtes aient été menées sur les motifs de leur disparition. Cette situation se révèle particulièrement préoccupante, alors qu'un lien a été établi entre leur fin prématurée et des conditions de travail dangereuses sur les chantiers. Auteure d'un rapport sur la question intitulé *Fauchés dans la fleur de l'âge*, Amnesty International dénonce l'absence d'investigations des autorités qatariennes qui se sont bornées à délivrer des certificats de décès en attribuant la mort à des raisons floues comme des «causes naturelles» ou de vagues problèmes cardiaques. Cette manière de faire, outre la douleur qu'elle engendre pour les proches privés d'informations détaillées, les pénalise financièrement. «Ces attestations, considérées par un médecin légiste de premier plan comme "dénuées de sens", excluent toute possibilité d'indemnisation pour les familles», note l'ONG dans un récent communiqué, soulignant que nombre d'entre elles perdent alors souvent ainsi leur unique soutien.

CONDITIONS CLIMATIQUES EXTRÊMES

Principale suspicion des décès inexplicables: les conditions climatiques hors normes – entre fournaise et humidité extrême – en particulier quand elles sont associées à un labeur physiquement exténuant et d'une durée excessive. Selon Amnesty International, les nouvelles dispositions prises par le Qatar pour protéger la santé des travailleurs ne suffisent pas à écarter tous les dangers. Le pays s'est limité à interdire les activités professionnelles à certaines heures, entre le 15 juin et le 31 août avant d'élargir cette plage du 1^{er} juin au 15 septembre et de fixer un indice maximal à 32 degrés. Si la nouvelle réglementation apporte des améliorations, elle ne prévoit toutefois pas de période de repos obligatoire proportionnelle aux conditions climatiques et à la nature de la tâche. Tout au plus autorise-t-elle les migrants à travailler à «leur propre rythme». Une gaure, connaissant la force des inégalités dans les relations de pouvoir. Dans ce contexte, le nombre élevé de décès aurait dû mettre la puce à l'oreille des autorités et les pousser à enquêter. «Quand des hommes relativement jeunes et en bonne santé



Amnesty International a attiré l'attention sur les dangers que représentent pour les ouvriers des conditions climatiques extrêmes, en particulier quand elles sont associées à un travail physiquement exténuant et d'une durée excessive.

meurent soudainement après de longues heures de travail par une chaleur extrême, cela incite à s'interroger sur la sécurité des conditions de travail», a déclaré Steve Cockburn, responsable du programme Justice économique et sociale de l'organisation fustigeant la négation des signaux d'alarme. «L'absence d'enquête, de réparation et de mesures visant à empêcher la mort de travailleurs migrants constitue une violation de l'obligation qui incombe au Qatar de défendre et de protéger le droit à la vie.»

LA FIFA APPELÉE À FAIRE PRESSION

«Le taux de décès inexplicables est proche de 70%», chiffre l'ONG, se fondant sur les données des pays d'origine de la main-d'œuvre travaillant au Qatar. Selon les statistiques officielles mentionnées par l'organisation, plus de 15 021 migrants de tous âges et de toutes professions ont trépassé entre 2010 et 2019 dans cet Etat qui accueillera en novembre 2022 la prochaine Coupe du monde de football. Amnesty International demande aujourd'hui à la FIFA et à toutes les fédérations na-

tionales de football, dont l'Association suisse, à user de leur influence sur le Gouvernement qatari pour qu'il mette en œuvre rapidement et intégralement ses réformes relatives au droit du travail. Et qu'il veille à ce que «plus aucune violation des droits humains et plus aucun décès n'ait lieu sur les chantiers, dans les projets d'infrastructures et les services de la Coupe du monde». Deux millions de migrants sont employés dans ce pays dans la construction, l'hôtellerie et l'économie domestique. ■

La musique pour favoriser la cohésion sociale

Depuis mai, le Collectif Migrations sonores mène dans des quartiers genevois un projet original visant à créer des liens entre les habitants à travers l'écoute de sons du monde

Sonya Mermoud

Topophonik: derrière ce mot étrange se profile une initiative originale visant à valoriser et des sons du monde et des parcours de personnes issues de la migration et de Genevois. Le projet fait dialoguer des collections d'archives sonores inédites conservées au Musée d'ethnographie de Genève (MEG) avec des intéressés ayant un lien avec la musique et aux origines étrangères ou leur famille. Il consiste en la production et la diffusion de podcasts d'une heure en collaboration avec une radio locale. «Nous avons réfléchi à la manière de redonner vie et

de rendre accessibles les 20 000 heures d'archives internationales de musique populaire conservées au Musée d'ethnographie de Genève. Et avons décidé de les mettre en valeur à travers les sélections, commentaires et parcours de vie d'interviewés, de nous appuyer sur des histoires d'habitants et leurs identités multiples», explique Fulvia Torricelli, ethnologue membre du Collectif Migrations sonores et coordinatrice du projet, travaillant main dans la main avec Alba Gomez Ramirez. Les participants ont carte blanche pour élire des morceaux qui les inspirent et, expliquant les raisons de leur choix, parlent de leur vie et de leur passion de la musique.

PROCESSUS DE DÉCOLONISATION...

Depuis le début de l'aventure, en mai dernier, des intéressés issus de cultures afghane, bulgare, burkinabée ou encore grecque ont déjà joué le jeu de ce partage. D'autres candidats aux racines péruviennes, brésiliennes, indiennes... étofferont la démarche. Une approche qui n'est pas limitée aux personnes aux racines étrangères, les Genevois de souche étant aussi les bienvenus. «Nous réaliserons au total une dizaine de podcasts», chiffre la jeune femme, non sans souligner le travail effectué en amont pour contextualiser les archives et rappeler le rôle des musées «dans l'emprise culturelle et intellectuelle lors de la colonisation». Dans ce sens, la proposition d'une méthode participative entend aussi favoriser «un processus de décolonisation» d'une fraction des phonogrammes conservés au MEG. Parallèlement à Topophonik, les responsables

ont mis en place un «phonomaton», soit une cabine d'enregistrement qui circule dans différents quartiers de la ville.

CRÉER DES LIENS

«L'idée est de permettre aussi aux habitants d'écouter les archives sonores – nous avons créé une playlist par pays – et d'en sélectionner. Ils sont alors également invités à commenter leur choix, partager des souvenirs, des émotions ou encore chanter... Dire ce que la musique représente dans leur vie...» Pour mener à bien ce volet, les responsables ont travaillé avec les Maisons de quartier et les associations locales. Dans ce cas également, ils créent des podcasts d'une dizaine de minutes. A noter que des concerts ponctuent encore l'exposition itinérante. «Topophonik entend de manière générale favoriser la cohésion sociale avec, comme fil rouge, la musique. Et donner la parole à différentes personnes qui ne l'ont pas souvent. Le projet vise à encourager les échanges et à tisser des liens entre les résidents», ajoute Fulvia Torricelli, précisant que les lieux de leurs interventions ont été aussi retenus car réputés «plus difficiles». «Il s'agit encore de promouvoir la culture en dehors du centre-ville. Un outil puissant et convivial pour générer des changements sociaux.» ■

Pour écouter les podcasts et s'informer davantage sur Topophonik et les prochains rendez-vous musicaux, voir sur: migrassound.ch
Infos sur le concert de clôture du 23 octobre: versoix.ch/sites-les-caves-programme/les-caves



Un musicien s'enregistre dans la cabine du Phonomaton installée au parc de Beaulieu, en jouant des instruments qu'il a fabriqués et racontant son rapport à ce mode d'expression.

POING LEVÉ

APRÈS LES VACANCES, LA DURE RÉALITÉ

Par Sylviane Herranz

C'est la reprise. Les vacances sont terminées. Déjà lointaines pour certains. Ou qu'un rêve pour d'autres. Bien sûr, il y a eu les restrictions dues au Covid en termes de voyages. Mais pour une grande partie des travailleurs, c'est la pauvreté qui les a empêchés de prendre le large. Selon la Confédération européenne des syndicats (CES), 35 millions d'Européens, salariés, chômeurs ou retraités, n'ont pas pu se permettre de prendre des vacances hors de chez eux. Soit, globalement, 28% des citoyens de l'Union européenne (UE). Ce taux explose à 59,5% en moyenne pour les travailleurs dont le salaire est plus bas que le seuil de risque de pauvreté, fixé à 60% du revenu médian. En Europe, le nombre de personnes entrant dans cette catégorie est en hausse. Elles sont 7 millions en Italie, 4,7 millions en Espagne, 4,3 millions en Allemagne, 3,6 millions en France et 3,1 millions en Pologne. Cela concerne les cinq pays les plus peuplés de l'UE. Dans d'autres, la part des salariés de cette même catégorie atteint des taux énormes, comme en Grèce (88,9%), en Roumanie (86,8%), en Croatie (84,7%) ou au Portugal (72,6%).

La pauvreté au travail a augmenté ces dernières années dans l'UE. Sous l'effet, explique la Commission européenne, des salaires minimaux et d'autres facteurs économiques. En 2018, elle touchait 9,4% des travailleurs, contre 8,3% dix ans plus tôt. Des chiffres datant d'avant la pandémie. Cette dernière ayant immanquablement accru cette proportion. Les employés des branches à bas salaires, dont les deux tiers environ sont des femmes, ont été directement frappés par la crise sanitaire. Selon la CES, l'impact des salaires minimaux légaux sur le risque de pauvreté est présent dans au moins seize pays de l'UE, et 22 millions de travailleurs se trouvent déjà sous le seuil fatidique des 60% du revenu médian.

Avec ces chiffres alarmants, la CES prépare la rentrée du Parlement européen qui devrait débattre, ce mois, du projet de directive de l'UE relative «à des salaires minimaux adéquats». Un texte incitatif, visant à relever ces salaires pour permettre aux travailleurs de vivre dignement. La CES estime qu'il ne va pas assez loin et exige qu'un «seuil de décence», interdisant des salaires minimaux en dessous du seuil de pauvreté, soit introduit dans la directive. Cela permettrait une hausse réelle des salaires pour plus de 24 millions de travailleurs, calcule la fédération syndicale. Alors que les inégalités se creusent, en Europe et partout dans le monde, il est en effet temps d'exiger des rémunérations décentes. En Suisse également où le nombre de travailleurs pauvres ou risquant de le devenir est très élevé. Il est aussi temps de se battre pour une augmentation générale des salaires pour tous, afin que le travail soit payé à sa juste valeur, et ainsi freiner la voracité des employeurs et des actionnaires, avides de profit, avec ou sans Covid... ■

Sonya Mermoud

Photos Olivier Vogelsang

Fin juillet, Alpage La Marlénaz, hauts de Verbier, en Valais. Perché à quelque 2000 mètres d'altitude, une maison rudimentaire flanquée d'une écurie surplombe orgueilleusement la vallée et la station nichée dans son creux. Les pâturages alentours piqués de fleurs alpines et gorgés de pluie après d'incessantes précipitations brillent d'un éclat renouvelé. Quelques génisses paissent, placides, alors que le gros du troupeau attend son tour à l'intérieur. C'est dans ce décor que vivent provisoirement José Teixeira, 55 ans, Abilio Correia, 35 ans, et Sergio Fernandes, 18 ans. Un lieu désert à l'exception des randonneurs que renseigne de temps à autre le trio sur les chemins à emprunter. Assis autour de la table de la cuisine aux murs défraîchis, entre un bocal de café en poudre, un fond de confiture ou encore un pack de sodas, les hommes témoignent de leur quotidien. Les Portugais sont arrivés ensemble en voiture à Verbier le 8 juin dernier. Partis de leur village de Gralheira – un hameau de quelque 160 habitants au nord du pays, dans la serra de Montemuro – ils rentreront fin septembre. Ils ont été engagés par un consortium de propriétaires de vaches et s'occupent de plus de 130 lutteuses et reines en puissance. Une activité que connaissent bien José Teixeira et Abilio Correia. Chaque saison estivale, respectivement depuis neuf et onze ans, les deux comparses bouclent leur sac pour l'alpage. Le plus jeune d'entre eux, néophyte, a en revanche suivi une semaine de stage avant de rejoindre l'équipe.

BON ACCUEIL

«Je reviens chaque année à Verbier, car je n'ai pas de travail dans mon village, ni ma femme, confie José Teixeira, qui s'occupait aussi autrefois d'animaux chez lui. J'en avais comme la quasi-totalité des habitants du coin, mais je ne parvenais pas à gagner ma vie avec ce métier.» Et le quinquagénaire de poursuivre, l'accent chantant: «Ici je m'occupe de nettoyer l'écurie, de sortir et de rentrer les bovins, de les soigner si ce n'est pas trop grave. Je suis également chargé des repas et de l'entretien de la maison.» Des tâches qu'il effectue avec plaisir. «J'adore ce boulot et la montagne. On a un bon patron. Je gagne 110 francs plus 15 francs par jour pour les repas. Grâce à ce salaire, je peux vivre toute l'année au Portugal.» Un enthousiasme que l'ouvrier nuance toutefois: «Le plus difficile, c'est d'être séparé de mon fils de 10 ans. Mais je n'ai pas le choix. J'ai besoin d'argent, aussi pour lui faire des cadeaux.» José Teixeira précise également économiser pour pouvoir financer l'accès à la Faculté à son enfant. «J'espère qu'il fera des études. Pour ma part, je travaillerai à l'alpage jusqu'à 65 ans, si c'est possible. J'aime la vie en Suisse. C'est un pays sûr. Et même les gens riches sont gentils et nous parlent bien.»

PAR NÉCESSITÉ

L'absence de perspectives professionnelles a aussi poussé Abilio Correia à regarder du côté du Valais. «Dans mon village, je touche un peu à tout, j'élève quelques chèvres et moutons, je travaille comme maçon. C'est très difficile de s'en sortir.» Amoureux de la vie

SAISONNIERS À L'ALPAGE

Gardiens de vaches sur un alpage dans les hauts de Verbier, en Valais, trois Portugais témoignent de leur quotidien. Reportage



Le troupeau se compose de plus de 130 vaches appartenant à différents propriétaires.



Abilio Correia affirme connaître chaque animal.



Toutes les vaches sont des reines en puissance.

en plein air et du lieu – «C'est tellement beau ici, un paradis» – le trentenaire souligne quand même la pénibilité de la tâche, sans jour de congé. Traite des vaches à 4h du matin et à 17h, installation de clôtures, deux sorties des animaux: le matin jusqu'à 11h, puis de nouveau en fin de journée, jusqu'aux environs de 21h, et une petite sieste entre deux... «Cette saison, il y a eu beaucoup d'orages. Pas simple, mais nous n'avons jamais perdu une vache. Un mozzon (jeune vache) a toutefois

été foudroyé et rapatrié par hélicoptère», poursuit cet homme, marié et père d'un petit enfant. «Mon épouse travaille avec les personnes âgées», indique Abilio Correia, attirant l'attention sur son avant-bras arborant une couronne et l'inscription: Une femme pour une vie. «Nous avons fait le même tatouage, une couronne de reine et de roi. Elle me manque. Mais avec ce travail, je gagne plus en une semaine qu'en un mois dans mon pays. Je touche 130 francs par jour plus le

forfait pour le repas. La situation au Portugal s'est encore détériorée avec le Covid-19.» La migration saisonnière frappe toute la famille d'Abilio Correia, rapportant que ses frères et sœurs œuvrent pour leur part dans l'hôtellerie-restauration, à Zermatt. «Nous n'avons pas choisi cette vie. C'est une nécessité. On verra d'ici deux à trois ans si le Portugal s'en sort mieux économiquement», précise Abilio Correia, avant de filer rattraper une génisse enfuie de son enclos.

DE PETITS JOBS EN PETITS JOBS

Comptant le plus grand nombre d'années d'ancienneté sur l'alpage valaisan, Abilio Correia a convaincu Sergio Fernandes, qu'il connaît depuis sa naissance, de travailler avec le duo. «Ici c'est tip top! Ça me plaît», lance le jeune homme, tout en guettant le moment propice pour éliminer un bruyant taon au moyen de sa casquette. «Avant, j'ai bossé en Belgique plusieurs mois comme maçon, puis comme grutier. Je me suis formé en informatique, mais le métier ne paie guère. Je touche ici 100 francs par jour et le même montant que les autres pour le repas. Ma copine travaille de son côté en France, à la cueillette des fruits», poursuit le Portugais, posant, satisfait, ses yeux sur l'insecte gisant sur le sol. A son retour, Sergio Fernandes quittera une nouvelle fois son village natal pour travailler sur les routes. «Je suis engagé pour peindre des lignes blanches à 40 kilomètres de ma maison, puis probablement, j'installerais des panneaux solaires.» Entre deux jobs, le cadet du groupe envisage de s'acheter un quad. «Je fais beaucoup de cross», affirme-t-il, des étoiles dans les yeux.

Si les saisonniers s'entendent bien, ils admettent que la promiscuité nuit parfois aux relations. Dans la bâtisse de La Marlénaz dessus, contrairement à la première étape de la saison, à La Marlénaz d'en bas où ils bénéficiaient d'un logement plus spacieux et de possibilités élargies de sortie, ils doivent se partager une seule chambre. «On est tout le temps ensemble. Il y a parfois des tensions, mais jamais sur le repas, plutôt le travail», sourit Abilio Correia, avant de passer à table. Un dîner concocté, comme d'habitude, par José Teixeira. «C'est le patron qui fait les courses. Je lui dresse la liste de ce dont on a besoin, puis je cuisine comme à la maison.»

RITUEL HABITUEL

L'heure de sortir le bétail de l'étable a sonné. Dans un concert de meuglements et de cloches, les vaches avancent à la file indienne, sans se presser, sous les injonctions des gardiens et de Chico, un joyeux chien berger fermant la marche. Dans la lumière rasante, bâton en main, Abilio Correia et Sergio Fernandes prennent leur quartier sur le pâturage. Et surveillent le troupeau, placide, trop affairé dans un premier temps à brouter qu'à combattre. «Je connais toutes les bêtes. Ça m'a pris du temps. Je les caresse, surveille leurs performances de lutteuses. Qui gagne, qui perd... J'établis des classements. Au Portugal, le combat de reines n'existe pas, uniquement de taureaux», note Abilio Correia, soulignant encore l'amour des propriétaires pour leurs animaux. «Ils les aiment plus que leurs enfants», lance-t-il en rigolant. A la nuit tombée, le souper terminé, chacun procèdera au rituel habituel. «Nous parlons tous les soirs avec nos femmes. Je me réjouis de retrouver la mienne et de jouer avec mon petit enfant de 1 an et demi. C'est la première chose que je ferai à mon retour», conclut Abilio Correia, non sans montrer, fier et ému, une photo de son épouse un diadème de noces dans les cheveux, souriant sur l'écran de son portable... ■



Alpage La Marlénaz d'en bas: première étape du travail saisonnier des Portugais.



Abilio Correia (T-shirt orange) le plus ancien du groupe, à côté, Sergio Fernandes, sa recrue.



José Teixeira espère avec l'argent gagné offrir des études à son fils.

RESPECTER LES LIMITES PLANÉTAIRES

L'initiative pour la responsabilité environnementale est lancée par les Jeunes Vert-e-s pour que l'environnement devienne prioritaire sur l'économie. Un nouveau paradigme qui tient compte de la justice climatique



Le 24 août, les Jeunes Vert-e-s Suisse ont organisé une action à Berne pour lancer la récolte de signatures en faveur de leur initiative fédérale pour la responsabilité environnementale.

JEUNES VERT-E-S SUISSE

Aline Andrey

Nous fonçons droit dans le mur. Si les Jeunes Vert-e-s sont loin d'être les seuls à faire ce constat, les voilà à l'origine d'une nouvelle initiative populaire fédérale «Pour une économie responsable respectant les limites planétaires» (initiative pour la responsabilité environnementale). La décision a été prise en avril, mais la récolte des 100 000 signatures nécessaires a officiellement commencé la semaine dernière, avec notamment le soutien des Aînés pour la protection du climat, Greenpeace, Politique intégrale, Sentience Politics, Tier im Recht et l'Association des petits paysans. «En quelques décennies seulement, nous sommes parvenus à dérégler des écosystèmes restés stables des milliers d'années. La surexploitation des sols et de l'eau, la consommation croissante des ressources, la déforestation, l'élevage industriel et la combustion d'énergies fossiles ont conduit aux crises environnementales qui menacent les bases naturelles de la vie.

Alors que le Conseil fédéral et le Parlement se murent dans l'inaction, la Suisse ne parvient toujours pas à atteindre ses objectifs climatiques», écrit le comité d'initiative. Selon le texte, la Suisse ne devrait ni consommer des ressources ni émettre des polluants au-delà des limites planétaires scientifiquement calculables, tout en tenant compte de l'acceptabilité sociale. Entretien avec le coprésident des Jeunes Vert-e-s, Oleg Gafner.

Pourquoi lancer cette initiative, alors qu'il y a déjà celle pour les glaciers? La crise n'est pas seulement climatique, mais aussi environnementale. Pour sauvegarder la vie sur Terre, nous devons agir non pas seulement contre le réchauffement mais aussi contre la perte de la biodiversité, l'extinction de masse, la diminution des ressources en eau, l'utilisation massive de l'azote et du phosphore qui dérègle les cycles naturels. En lien étroit avec des scientifiques, notre action politique demande le respect des limites planétaires quantifiables. Actuellement la Suisse émet 22 fois plus de CO₂ qu'elle ne devrait. Si l'initiative pour les glaciers, que nous soutenons, a fixé la fin des énergies fossiles à 2050, le Conseil fédéral la rejette déjà. Alors qu'au fond, elle demande seulement que le gouvernement respecte l'Accord de Paris qu'il a signé. Dans son dernier rapport, le GIEC fait état d'une accélération des changements climatiques. Il y a une réalité scientifique à marteler contre un front qui défend la sacro-sainte croissance et l'idée qu'il faut consommer plus pour vivre mieux. Or, on ne constate pas une hausse du bien-être dans les pays du Nord, et les pays du Sud subissent déjà les effets du changement climatique. La responsabilité historique de la Suisse est immense. Notre consommation et notre dépendance aux matières premières doivent diminuer.

Comment votre initiative, si elle est acceptée, sera-t-elle mise en œuvre? Le respect des limites planétaires inclut plusieurs réponses et donc au-

tant de lois d'application qui touchent aux transports, aux bâtiments, à la fin des combustibles fossiles, à la sauvegarde des biosphères, à l'alimentation ou encore à la consommation d'eau. Par exemple, il s'agit de poser des limites aux industries pharmaceutique et alimentaire qui utilisent beaucoup trop d'eau, au bétonnage ou à la sur-fertilisation. Toutes les lois doivent respecter les limites imposées par notre planète. Actuellement, Berne ne propose que des mesures disjointes. Or, le changement doit être global et rapide. C'est pourquoi le texte demande que le changement se fasse dans les dix ans.

Qu'en est-il de la justice climatique? Dans notre initiative, nous parlons d'acceptabilité sociale, une notion plus précise que l'idée de justice climatique. Tout ce qu'on va mettre en œuvre doit être acceptable socialement ici et ailleurs dans le monde. C'est-à-dire qu'il n'est pas possible de faire porter aux locataires le changement d'un chauffage à mazout par

exemple. Ou d'interdire l'utilisation de voitures à essence sans avoir au préalable mis en place un réseau performant de transports publics partout. De bonnes conditions de travail dans les pays de provenance de nos biens importés sont essentielles également.

Plusieurs initiatives sont en cours (pour les glaciers et pour la biodiversité), ainsi que des actions et des pétitions pour mettre la pression sur la place financière suisse. De surcroît, un blocage est prévu par Extinction Rebellion dès le 3 octobre à Zurich? Que pensez-vous de ces différentes luttes? Ce sont des outils démocratiques complémentaires et leur multiplication fait leur force. Sur le constat et l'urgence d'agir, nous nous rejoignons tous. Toute action est bonne et nécessaire. C'est fondamental d'utiliser tous les espaces possibles. ■

Pression sur la place financière

Les actions se multiplient en Suisse pour des investissements responsables

Aline Andrey

L'Alliance climatique, dont fait partie l'Union syndicale suisse, a rappelé la semaine dernière, dans un communiqué, que «douze des plus grandes banques centrales et autorités de régulation du monde, dont la Banque nationale suisse

et la FINMA, continuent de soutenir l'énergie fossile nuisible au climat» et ne s'alignent donc pas sur l'Accord de Paris. Se fondant sur un nouveau rapport, l'Alliance souligne l'écart entre les promesses des banques et leurs actions. Une initiative populaire fédérale sur le sujet est en cours d'élaboration. «Rien n'est encore définitif, mais cette initiative demanderait que les flux financiers soient respectueux du climat et soutiennent la transition plutôt que de l'empêcher, explique Christian Lüthi, directeur de l'Alliance climatique. La Suisse doit prendre des mesures pour réorienter sa place financière. La population ne cautionne plus ce genre d'investissements dans le pétrole, le charbon et le gaz, qui ne bénéficient qu'à une petite minorité à très court terme au détriment de tous.» Pour Christian Lüthi, cela devient même dangereux économiquement de soutenir ce domaine. «Financièrement, les investissements concernent de nouveaux projets de gisement souvent beaucoup plus risqués et coûteux que ceux déjà existants. Ces derniers, comme en Arabie saoudite par exemple, n'ont eux pas besoin de crédits bancaires.» Pour l'Alliance climatique, la FINMA devrait imposer des exigences plus strictes (par exemple, des réserves obligatoires plus élevées). Parallèlement, la pression citoyenne augmente, à l'image du camp climat début août ou, actuellement, du «Tour de climat». Depuis le 14 août jusqu'au 18 septembre, des militants de tous âges parcourent la Suisse à vélo pour remettre une pétition aux autorités cantonales leur demandant de responsabiliser la BNS puisqu'elles en sont les principales actionnaires. ■



CAMPAX

Jusqu'au 18 septembre, des militants sillonnent la Suisse à vélo pour remettre aux autorités cantonales une pétition leur demandant de responsabiliser la BNS puisqu'elles en sont les principales actionnaires.

* Pour signer la pétition, aller sur: campax.org/fr/tourdeclimat

BRÈVES

LES AÎNÉES CONTINUENT LEUR LUTTE JURIDIQUE

La Suisse défend sa position auprès de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) à la suite du recours déposé par les Aînés pour la protection du climat. «Nos autorités ne veulent pas assumer leurs responsabilités dans le dérèglement climatique et tenir compte des menaces sur notre santé», dénonce la coprésidente de l'association, Anne Mahrer. Il y a cinq ans, les Aînés pour la protection du climat et quatre personnes agissant en leur nom propre, avec le soutien de Greenpeace, s'adressaient à la Confédération pour demander un renforcement de la protection du climat eu égard à leurs droits fondamentaux à la santé et à la vie. Déboutées par la justice fédérale, elles ont fait recours auprès de la CEDH qui a invité la Suisse à prendre position. L'Office fédéral de la justice (OFJ), dans sa réponse, estime que la politique climatique de la Suisse est suffisante et que les recourantes ne peuvent être considérées comme des victimes. «C'est d'autant plus choquant après les phénomènes dramatiques de cet été, réagit Anne Mahrer. Nos droits fondamentaux sont en danger. Nos autorités ne veulent pas affronter la réalité. Alors que la Suisse émet, avec sa place financière et ses importations, un taux de CO₂ immense.» Elle rappelle que, dans d'autres pays européens, comme les Pays-Bas, l'Irlande, la France et l'Allemagne, les gouvernements ont été condamnés «par des juges courageux» pour leur inaction climatique. Les Aînés pour la protection du climat ont jusqu'au 13 octobre pour réagir auprès de la CEDH. ■ AA

MARCHER POUR LES GLACIERS

«La politique climatique est au point mort. La Suisse doit agir!» C'est ce message qui sera porté dans toute la Suisse le 12 septembre. Sur le site de l'initiative pour les glaciers*, intitulée «Pour un climat sain», il est possible de s'inscrire ou d'organiser des randonnées. L'initiative demande la sortie des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) d'ici à 2050 au plus tard. En août, le Conseil fédéral a décidé de lui opposer un contre-projet qui n'interdit pas de manière générale les énergies fossiles, même s'il dit lui aussi vouloir réduire à zéro net les émissions de gaz à effet de serre. ■ AA

* gletscher-initiative.ch/fr/wanderungen

LA RÉFLEXION SUR UNIA 2.0 DÉMARRE DANS QUELQUES JOURS

Tous les membres du syndicat et ses employés sont invités à un grand échange d'idées sur treize thèmes dans le but de réformer ses structures afin de faire face aux défis à venir

Sylviane Herranz

Le grand chantier de la réforme d'Unia s'est ouvert. Avec une première réflexion large, ouverte tant aux membres d'Unia qu'au personnel du syndicat, qui débute ce mois de septembre. La réforme d'Unia? C'est la proposition adoptée le 4 juin par le Congrès dont l'objectif est de faire le bilan des bientôt vingt ans d'existence de l'organisation et de mettre en œuvre les modifications statutaires et organisationnelles nécessaires face aux défis de l'avenir. Parmi eux, la numérisation du travail, la globalisation ou encore la précarisation. Un congrès extraordinaire est prévu en janvier 2023 pour décider des orientations stratégiques, organisationnelles et statutaires qui découleront des discussions. Premières en date, les conférences en ligne chargées de débattre des treize questions adoptées par les délégués au Congrès dans la motion «Unia 2.0 – Unia pour toutes et tous». Comme le mentionne cette dernière, «Unia est devenu le cœur et la colonne vertébrale du mouvement syndical suisse. Et pourtant – ou juste-

ment pour cette raison: “bien” n’est pas “assez bien” pour nous. Nous voulons et devons nous améliorer.» Avec la discussion sur Unia 2.0, le syndicat compte faire le point sur les «promesses» de la fusion d'octobre 2004 ayant constitué Unia. Soit notamment la nécessité de renouveler le mouvement syndical, de le rendre davantage interprofessionnel et plus puissant, et de conquérir le désert syndical qu'était le secteur tertiaire. À partir de cet état des lieux, et en fonction de l'évolution du monde du travail ces dernières années, le débat vise à s'interroger sur le futur et à «identifier et supprimer les obstacles» qui empêchent de tenir les promesses de la création d'Unia.

RÉSERVOIR D'IDÉES

Les conférences en ligne porteront sur des questions ayant trait à la démocratie syndicale, à la capacité de mobilisation, à la présence sur le terrain, ainsi qu'aux problématiques d'égalité, d'identité, de rôle politique ou encore d'effectif des membres (voir encadré). Treize conférences Zoom se dérouleront sur ces thèmes en français, treize en allemand et six en italien. Elles

auront lieu de 18h à 20h30, entre le 8 septembre et le 27 octobre. Comment la réflexion sur les changements sociaux souhaitée par le Congrès se traduira-t-elle dans ces échanges? «Nous avons compilé des données de base que nous mettrons à la disposition des participants. Ces derniers auront l'occasion d'apporter leurs propres expériences et observations, et de formuler des suggestions d'amélioration», explique Hans Hartmann, responsable de la mise en œuvre du processus, précisant que le débat sera surtout axé sur les structures. Il ajoute que toutes les idées émises lors des conférences

seront ensuite documentées. Sur cette base, l'assemblée de délégués d'Unia du 4 décembre décidera de l'orientation et de la portée de la réforme. Puis, les instances du syndicat, dans les régions et les branches, seront consultées durant le premier semestre de 2022. C'est dans ces discussions que seront élaborées des propositions concrètes. «Les organes statutaires seront habilités à présenter les motions pour modifier les statuts en vue du Congrès extraordinaire de 2023», précise le secrétaire d'Unia. ■

CONFÉRENCES ZOOM ET INSCRIPTIONS

Les conférences ont lieu de 18h à 20h30. Tous les membres d'Unia et les employés ont le droit d'y participer. L'inscription est indispensable.

a)	Démocratie syndicale et participation des membres	Me 8 septembre
b)	Capacité de mobilisation et de grève	Ve 10 septembre
c)	Profil égalité des sexes	Lu 13 septembre
d)	L'inclusion et la diversité	Lu 20 septembre
e)	Identité interprofessionnelle	Je 23 septembre
f)	Implantation dans les déserts syndicaux	Lu 27 septembre
g)	Notre rôle d'acteur politique	Je 30 septembre
h)	Dimension internationale	Ma 5 octobre
i)	Professionalisation	Ve 8 octobre
j)	Evolution de notre effectif de membres	Me 13 octobre
k)	Formation	Lu 18 octobre
l)	Plus présent sur le terrain	Ve 22 octobre
m)	Représentation des zones linguistiques	Me 27 octobre

Inscription jusqu'au 5 septembre à l'adresse unia2.0@unia.ch ou sur le site: unia.ch/fr/a-notre-sujet/organisation/unia-2-point-0



Indiquez vos noms, prénoms, région Unia, activité actuelle (secteur ou autre), numéro de téléphone portable et les lettres correspondant aux conférences choisies. Un lien Zoom sera envoyé à l'avance. ■



LUCAS DUBUIS/UNIA

Début juin, le Congrès d'Unia adoptait une motion d'orientation pour mener une grande réflexion dans ses instances en vue de réformer le syndicat. Les changements seront soumis à un congrès extraordinaire début 2023. Comme première étape du débat, la parole est donnée aux membres et au personnel.

AGENDA UNIA

BIENNE

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Bienne: pour connaître les heures d'ouverture du secrétariat et de la caisse de chômage, merci d'appeler le 032 329 33 33.

Granges-Longeau: pour connaître les heures d'ouverture, merci de contacter le 032 653 01 11.

Lyss: le guichet est fermé. Une permanence téléphonique est ouverte au 032 329 33 33.

Autres informations sur bienne-soleure.unia.ch

FRIBOURG

PERMANENCES

Dans la région Fribourg, la permanence est ouverte par téléphone au 026 347 31 31 et par e-mail à fribourg@unia.ch.

En cas de nécessité, un rendez-vous avec une ou un secrétaire syndical peut être fixé par téléphone. Les plages de temps encore disponibles sont fournies lors de l'appel téléphonique.

Les entretiens ont lieu à Bulle ou à Fribourg.

GENÈVE

HORAIRES DU SECRÉTARIAT

Les locaux du syndicat Unia sont ouverts au public lundi, mardi, jeudi et vendredi après-midi de 14h à 18h. Les adhésions pouvant être réalisées à nos guichets, nous invitons les personnes qui ne sont pas membres et qui souhaitent un conseil à se présenter dans nos

locaux. Notre charge de travail actuelle nous force à réserver tout conseil juridique à nos adhérents.

PERMANENCE PAPYRUS

Les permanences «Papyrus» sont désormais réservées uniquement aux membres d'Unia affiliés depuis au moins trois mois. Des rendez-vous sont possibles le mercredi entre 14h et 18h. Pour plus d'informations, écrivez à geneve@unia.ch ou appelez le 0848 949 120.

NEUCHÂTEL

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel

Permanences syndicales: lundi, mercredi et jeudi de 15h à 18h.

Ouverture des secrétariats: du lundi au jeudi de 10h à 12h et de 15h à 18h et le vendredi de 10h à 12h.

Fleurier

Ouverture du secrétariat: vendredi de 9h30 à 12h.

Le Locle

Le secrétariat est fermé jusqu'à nouvel avis.

Permanence téléphonique pour toute la région: du lundi au vendredi de 10h à 12h et du lundi au jeudi de 14h à 18h. 0848 203 090.

GROUPE MIGRATION

Prochaines activités

Conférence – Grève dans la ville, une cité horlogère à travers guerre mondiale, conflits socio-politiques et restauration de l'ordre. Avec Sébastien Abbet, historien. Jeudi 9 septembre dès 18h à Unia Le Locle.

Infos pratiques – La Loi sur le travail: repos, pauses, heures supplémentaires, les questions que je me pose tous les jours. Mardi 28 septembre dès 18h30 à Unia Neuchâtel.

Fête – Notre petite fête des grands peuples: bilan de l'année, échanges, partages pour organiser l'avenir ensemble et finir l'année en beauté. Samedi 11 décembre dès 17h, au Centre espagnol de La Chaux-de-Fonds.

Pour plus d'informations:

derya.dursun@unia.ch – 079 290 75 92.

VAL-DE-TRAVERS

LES JEUDIS À FLEURIER

Permanence ouverte de 13h à 18h un jeudi sur deux à Unia, pl. de la Gare 3 à Fleurier. Prochaines dates: les 2, 16 et 30 septembre, 14 et 28 octobre, 11 et 25 novembre, 9 décembre (avec un apéro de fin d'année).

TRANSJURANE

HORAIRES

PERMANENCES SYNDICALES

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi et jeudi de 14h30 à 18h. Moutier: le 1^{er} jeudi ouvrable de chaque mois, de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 14h30 à 18h.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h30 à 18h. Permanence téléphonique: 0848 421 600, lundi au jeudi de 14h30 à 17h30 et vendredi de 9h à 12h.

PERMANENCES CAISSE DE CHÔMAGE

Delémont: lundi et jeudi de 14h30 à 18h, vendredi de 9h à 12h.

Porrentruy: lundi de 14h30 à 18h.

Moutier: jeudi de 14h30 à 18h.

Tavannes: lundi de 9h à 12h et de 14h30 à 18h, mardi et jeudi de 9h à 12h et de 14h30 à 17h, mercredi de 9h à 12h.

Saint-Imier: mardi et jeudi de 14h30 à 18h.

Permanence téléphonique: 0848 421 600, du lundi au vendredi de 9h à 12h.

VALAIS

SYNDICAT ET CAISSE DE CHÔMAGE

Sierre: 027 602 60 00

Sion: 027 602 60 00

Martigny: 027 602 60 00

Monthey: 027 602 60 00

HORAIRES

Permanence téléphonique: du lundi au vendredi de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h30. Ouverture du guichet caisse de chômage: du lundi au vendredi, de 8h30 à 11h30 et de 14h à 16h.

PERMANENCES SYNDICALES

Nouveaux horaires jusqu'au 26 novembre

Sierre: lundi, mercredi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Lundi soir de 17h à 19h.

Sion: lundi, mercredi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir de 17h à 19h.

BRÈVES

MANIFESTATION NATIONALE TOUTES ET TOUS À BERNE LE 18 SEPTEMBRE!

Pas touche à nos rentes! Non à l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes à 65 ans! Non à AVS 21! Le samedi 18 septembre, l'Union syndicale suisse, Unia et les autres syndicats, ainsi que les collectifs féministes appellent à une grande manifestation à Berne le samedi 18 septembre contre les attaques à nos retraites.

Au programme: dès 13h30, rassemblement à la Schützenmatte (près de la gare de Berne). 14h, départ de la manifestation. 15h, discours et concerts sur la place Fédérale.

Des transports gratuits sont organisés au départ de la plupart des localités de Suisse romande.

Premières informations:

Genève, Vaud, Fribourg: train spécial gratuit au départ de Genève à 10h53, passage à Nyon à 11h07, Lausanne à 11h46 et Fribourg à 12h43.

Retour: départ 17h13, gare de Berne.

Neuchâtel: bus gratuits, inscription obligatoire sur le site d'Unia Neuchâtel: <https://bit.ly/3l34FCu>
Départs: La Chaux-de-Fonds, av. Léopold-Robert 63-67 à 11h20; Neuchâtel, Esplanade de la Maladière, 12h; Le Locle, pl. du Marché, 11h. Fleurier, pl. de la Gare, 10h45. Retour vers 16h30-17h.

Valais: bus gratuits pour les membres, nombre de places limité, inscription obligatoire sur: valais@unia.ch ou 027 602 60 00, 079 540 60 18. Départs: Sierre, pl. de la Gare, 10h15; Sion, pl. des Potences, 10h30; Martigny, pl. de Rome, 11h; Monthey, parking de la Patinoire, 11h15. Retour: départ de Berne à 16h.

Autres régions: se renseigner auprès des secrétaires d'Unia. ■ L'ES

MEM DES COURS EN VUE DES NÉGOCIATIONS SUR LES SALAIRES

Les négociations relatives aux hausses de salaires dans la branche MEM (industrie des machines, des équipements électriques et des métaux) auront lieu cet automne. Dans ce contexte, Unia organise des cours de préparation à l'intention des membres des commissions du personnel pour les aider à mener ces discussions avec succès. Les participants pourront ainsi se familiariser avec les perspectives économiques du secteur, découvrir les évolutions de la Loi sur l'égalité et approfondir leurs connaissances. Les cours seront donnés par des économistes et des syndicalistes expérimentés soucieux de transmettre leur savoir et de partager leurs expériences afin de favoriser la mise en œuvre d'une procédure optimale des pourparlers. Situation conjoncturelle, arguments à faire valoir et manière de conduire les débats, révision de la Loi sur l'égalité, etc. Autant d'aspects qui seront abordés lors de cette formation qui se déroulera: en italien, le 20 octobre à Bellinzzone; en allemand, le 21 octobre à Winterthur; en français, le 22 octobre à Lausanne. La participation est gratuite et le repas de midi offert. Les membres d'Unia qui n'ont pas droit à une dispense de travail pour activité syndicale recevront par ailleurs une indemnité pour perte de salaire.

Les inscriptions doivent être faites jusqu'au 25 septembre prochain par e-mail à: mem@unia.ch

Dès enregistrement, les intéressés recevront une confirmation et des informations détaillées sur l'événement, le lieu et l'horaire. ■ L'ES

Martigny: lundi, mercredi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Jeudi soir de 17h à 19h.

Monthey: lundi, mercredi et vendredi, de 8h30 à 11h30. Mardi soir de 17h à 19h.

VAUD

HORAIRES DES SECRÉTARIATS

Les secrétariats de Lausanne, Nyon, Yverdon, Vevey et du Sentier ont un numéro de téléphone commun. Vous pouvez les contacter au 0848 606 606 ou au 0041 848 606 606 depuis la France.

Les permanences des secrétariats ci-dessus se font uniquement sur rendez-vous. Elles ont lieu les lundis, mardis et jeudis de 14h à 18h. Pour les autres secrétariats, renseignez-vous par téléphone. Horaires téléphoniques:

Lundi à vendredi matin de 8h30 à 12h.

Lundi après-midi de 13h30 à 17h.

Mardi et jeudi de 13h30 à 18h.

Mercredi après-midi fermé.

Vendredi après-midi de 13h30 à 16h.

CAISSE DE CHÔMAGE

Lausanne: 021 313 24 80

Crissier: 021 612 00 40

Morges: 021 811 40 70

Nyon: 022 994 88 40

Yverdon: 024 424 95 85

Le Sentier: 021 845 62 66

Vevey: 021 925 70 01

Aigle: 024 466 82 86

LA RESTAURATION A FAIM DE PERSONNEL

Face à la pénurie d'employés, une revalorisation des métiers de l'hôtellerie-restauration est nécessaire, selon Mauro Moretto, responsable de la branche à Unia. Entretien



La branche de l'hôtellerie-restauration est confrontée à une pénurie de cuisiniers et de serveurs.

THIERRY PORCHET

Textes Aline Andrey

Cuisiniers et serveuses seraient-ils en voie de disparition? Dans les faits, la branche de l'hôtellerie-restauration peine à recruter. En cause, les incertitudes liées à la crise du Covid-19, les fermetures à répétition et les difficiles conditions de travail, que ce soit en termes de salaire ou d'horaires. Dans les médias, des employés témoignent de leur reconversion liée souvent à leur besoin de passer davantage de temps en famille et d'une vie sociale «normale». Ne plus travailler les week-ends, ni les soirs, ne plus subir des horaires coupés. Les employeurs, eux, ont été pris de court par la dernière réouverture. Sans compter la difficulté à recruter à l'étranger. Résultat: avant la pandémie quelque 260 000 personnes travaillaient dans la branche. Elles seraient actuellement 50 000 de moins. Le point avec Mauro Moretto, responsable de l'hôtellerie-restauration à Unia.

Comment expliquer ces difficultés pour les employeurs à trouver du personnel?

Le manque de personnel qualifié dans les domaines de la restauration et dans l'hôtellerie existait déjà avant le Covid-19. Cette situation a été aggravée par l'insécurité qui s'est installée avec la pandémie. Les personnes en RHT ont dû faire face à une diminution de leurs revenus de 20%. Donc ceux qui ont eu l'occasion de quitter la branche l'ont fait et sont difficilement récupérables. Cela ne touche pas que la Suisse. En Allemagne ou en France, la situation est même pire.

Le taux de chômage dans la branche est pourtant élevé...

Il est généralement deux fois plus élevé que dans les autres secteurs. Cela

s'explique par le fait que des personnes au chômage issues d'autres corps de métier trouvent du travail dans la restauration. Sans formation, elles sont souvent les premières à perdre leur emploi si l'établissement se trouve en difficulté. En retournant au chômage, elles seront enregistrées dans ce secteur, même si ce n'est pas leur profession de base. Ce mécanisme entraîne une augmentation du taux de chômage. Sans compter les personnes formées qui ne veulent pas retourner dans la branche.

Dans quels secteurs les employés de la restauration se reconvertissent-ils?

Sur la base de recensements effectués les années passées déjà, on en retrouve un peu dans tous les domaines, parce que leurs compétences sont très appréciées. Personnellement j'ai rencontré par exemple plusieurs membres de la sécurité ou de la construction qui provenaient de l'hôtellerie-restauration. Manifestement, avec la pandémie, les reconversions se sont accrues.

Qu'en est-il de la relève?

Depuis des années, beaucoup de places d'apprentissage restent vacantes. De moins en moins de jeunes veulent se lancer dans ces métiers. Et pour une partie de ceux qui se forment, cela ne représente pas le premier choix. Conséquence: de nombreux professionnels changent de voie seulement quelques années plus tard.

Comment expliquer cette situation?

Les conditions de travail, surtout les salaires et les horaires, ne sont pas assez attractives. Dans un article paru dans le journal de GastroSuisse, le témoignage d'un restaurateur dans les Grisons est emblématique. Son éta-

blissement continue de bien tourner car il a décidé de payer ses employés en arrêt à 100% et de leur octroyer un supplément de 100 francs pour pallier le manque de pourboires. De surcroît, leurs salaires étaient déjà au-dessus de ce que propose la Convention collective nationale de travail pour l'hôtellerie-restauration (CCNT). Cet employeur a su ainsi garder son personnel qualifié et assurer la qualité que les clients demandent. C'est un cercle vertueux. Offrir de bonnes conditions de travail permet d'avoir des employés compétents qui vont viser à la qualité de la cuisine et du service. Donc cela montre que c'est possible. Je ne vois pas d'autre alternative.

Cela ne signifie-t-il pas aussi des prix plus élevés pour la clientèle?

La branche est très hétérogène et vise donc un public large. Mais il est certain que les établissements touristiques ne vont jamais toucher un tourisme de masse, qui cherche des offres à bas prix. La Suisse a toujours été chère. Dans tous les cas, la qualité devrait primer, que ce soit dans les établissements populaires comme dans ceux haut de gamme.

Les associations patronales sont-elles conscientes du changement structurel nécessaire?

Certains représentants oui, d'autres non. Depuis deux ans, avant même le Covid, les négociations pour le renouvellement de la CCNT sont bloquées par GastroSuisse qui ne veut pas que les salaires minimums légaux cantonaux, quand ils existent, soient appliqués s'ils sont au-dessus de ce que prévoit la CCNT. GastroSuisse veut s'aligner sur ce que prévoit le salaire minimum jurassien ou bâlois: une exemption de s'aligner pour les

branches soumises à des conventions de force obligatoire. Mais le vrai problème est autre: il n'y a pas eu de renouvellement de la CCNT depuis 2017. Or, son amélioration est l'instrument prioritaire pour rendre la branche plus attractive et faire face à la pénurie de main-d'œuvre. Nous souhaitons que les négociations pour de meilleures conditions de travail reprennent.

Quelles sont les revendications prioritaires des employés?

Notre conférence de branche a fixé des revendications claires, entre autres: une augmentation des salaires, la prise en compte de l'expérience, une meilleure reconnaissance des diplômés étrangers, une retraite anticipée...

Du côté des établissements qui ont particulièrement souffert des mesures liées à la pandémie, qu'en est-il des risques de faillites?

L'an passé, pendant le confinement, HotellerieSuisse avait mandaté la Haute école de Sierre pour mener une étude sur les risques. Ses résultats avaient conclu qu'un tiers des établissements étaient menacés de faillite. Or, cela n'a pas été constaté. Du moins pas encore. Il est difficile de savoir si les RHT ont eu un effet de report. On le saura dans six mois ou plus. Reste que des indices montrent que le nombre de faillites ne devrait pas être plus élevé que par le passé. Il y en a toujours eu beaucoup dans la branche, mais parallèlement les ouvertures sont plus nombreuses. Le nombre d'établissements soumis à la CCNT ne cesse d'augmenter. ■

TÉMOIGNAGE

UNE SERVEUSE EN RECONVERSION

«J'entends beaucoup parler de la pénurie de personnel, mais ce n'est pas si facile de trouver du travail.» Marie* a pourtant été gérante de plusieurs restaurants, preuve de son engagement et de ses qualités professionnelles, et compte plus d'une quinzaine d'années d'expérience. Elle ne cache pas sa désillusion face à un métier qu'elle a choisi très jeune. Après plusieurs mois de recherche, elle travaille actuellement comme serveuse. «Je suis payée 21,29 francs l'heure, autant qu'une étudiante n'ayant aucune formation. Mes horaires changent tout le temps, de très tôt le matin à très tard la nuit. C'est physique et fatigant», soupire-t-elle. Il y a une année, elle gagnait environ 30 francs l'heure dans un poste à responsabilités. Depuis son licenciement dû à la crise, elle a suivi plusieurs formations afin de se reconvertir dans le domaine thérapeutique. Elle paie elle-même ses cours et ne peut en parler à son conseiller ORP. «Pour lui, je dois être disponible sept jours sur sept. J'ai dû accepter ce poste de serveuse. C'est comme si on demandait à un médecin de redevenir stagiaire. Ni notre expérience dans le métier ni nos formations ne sont valorisées. Beaucoup de gens pensent que c'est à la portée de tout le monde. Mais c'est comme confectionner du pain. Chacun peut y arriver, mais faire un bon pain c'est une autre histoire.» Marie connaît d'autres serveurs souhaitant quitter la branche pour trouver une sécurité de l'emploi, de meilleurs horaires, des salaires décents et davantage de reconnaissance. «Nous sommes beaucoup à être engagés à l'heure. Le Covid a amené un surcroît d'insécurité. Beaucoup de patrons aiment changer de staff souvent pour éviter que leurs employés ne soient trop à leurs aises et demandent des augmentations de salaire. A mon avis, c'est un mauvais calcul, car former de nouvelles personnes prend du temps et la qualité du service s'en ressent. Pour ma part, si on me proposait un poste intéressant dans la restauration avec un salaire décent qui tienne compte de mon expérience, je ne chercherais pas à changer de métier.» ■

* Prénom d'emprunt.



OLIVIER VOGELSANG



OLIVIER VOGELSANG

Le Covid-19 a eu un fort impact dans le domaine contraint de suspendre à plusieurs reprises ses activités. Mobilisation à Lausanne, en décembre dernier, d'acteurs du secteur inquiets pour leur survie.

En raison de la pandémie et de fermetures répétées d'établissements, les reconversions professionnelles se sont multipliées. Avant le Covid-19, quelque 260 000 personnes travaillaient dans la branche. Elles seraient actuellement 50 000 de moins.

L'EMPREINTE DES ITALIENS À LAUSANNE

Le Musée historique de Lausanne raconte, dans son exposition «Losanna, Svizzera», les 150 ans d'immigration italienne dans la capitale vaudoise et rend hommage à ces travailleurs qui ont forgé la ville

Textes Sylviane Herranz

Voyage au cœur de l'épopée ayant conduit plusieurs générations d'immigrés italiens à bâtir Lausanne, ses ponts, ses bâtiments, son industrie et sa culture, une ville aujourd'hui imprégnée de cette *Italianità*. C'est à cela qu'invite le Musée historique de Lausanne (MHL) avec l'exposition «*Losanna, Svizzera*. 150 ans d'immigration italienne à Lausanne», qui a ouvert ses portes le 18 août et les refermera le 9 janvier prochain. Repoussée en raison du Covid, l'exposition s'était dévoilée l'année dernière en publiant ce qui constitue son fil rouge: une série de témoignages d'Italiens et d'Italiennes lausannoises rassemblés dans un livre*. L'exposition s'adresse aux jeunes de la ville qui ne connaissent pas ou peu leur passé, mais également aux moins jeunes de partout, tant le message est universel.

«ON AVAIT APPELÉ DES BRAS...»

A l'entrée du Musée, niché au pied de la cathédrale, une phrase interpelle: «Un petit peuple souverain se sent en danger: on avait appelé des bras et voici qu'arrivent des hommes.» Ces mots de Max Frisch sont issus de la préface du livre *Siamo Italiani* d'Alexander J. Seiler paru en 1965, un an après la sortie de son film éponyme témoignant des conditions d'existence des saisonniers et de la xénophobie ambiante. «Cette phrase est le point de bascule sur lequel s'articule toute l'exposition», souligne Sylvie Costa, conservatrice au MHL, avant d'entrer dans la première salle où le regard se porte sur les images vidéo du percement du tunnel du Grand-Saint-Bernard, en 1962, et la jonction des équipes italiennes et suisses, filmées par Claude Goretta. Des images fortes de cette période de croissance, nécessitant une main-d'œuvre nombreuse. Près de 500 000 immigrés ont été appelés en Suisse.

LE TEMPS DES PIONNIERS

Cette époque est précédée par une première vague d'immigration italienne, dès les années 1870. Les ouvriers viennent creuser les premiers tunnels à travers les Alpes et le Jura, construire les voies ferrées, le chemin de fer est en plein développement. L'exposition présente ces précurseurs italiens, dont certains ont forgé leur propre entreprise, à l'instar du menuisier Grégoire Borgatta ou d'Alexandre Ferrari qui avait décroché l'unique brevet de béton armé pour la Suisse vers 1890. D'impor-

tants travaux sont réalisés à Lausanne, comme la construction d'un grand réservoir par l'entrepreneur Emmanuel Bellorini. «L'arrivée d'eau dans toutes les maisons lausannoises a ouvert la porte à la modernité», explique Sylvie Costa. On découvre aussi un imposant album de photographies du même Bellorini sur le suivi du chantier du pont Chauderon, entre 1904 et 1905.

Au mur, des photographies montrent les quartiers du centre de Lausanne où logeaient des milliers d'Italiens, et l'un des premiers bistrotts, le Café Tedeschi, où se tenaient des réunions socialistes. A l'époque, les clichés sur les Italiens s'installent. Des gens présentés comme querelleurs, le couteau facile. S'y ajoute la crainte de leur conscience politique fortement développée. Au tournant du siècle, les maçons italiens avaient leur propre syndicat, la Muraria, organisé en fédérations dans toute la Suisse. «Cette première vague migratoire a vite infiltré toute la société lausannoise, soit par naturalisation, soit par des mariages avec des Suissesses», explique la commissaire de l'exposition.

Avant 1931, date de la première Loi sur les étrangers, la libre circulation était en vigueur entre la Suisse et l'Italie. Une table expose les papiers nécessaires aux premiers immigrés pour s'installer à Lausanne. Ce n'est qu'en 1948 que sera instauré le système des permis A, B et C.

LE BOOM DE L'APRÈS-GUERRE ET L'ITALIANITÀ

Le boom économique de l'après-guerre et le manque de main-d'œuvre inaugurent le début de la seconde vague migratoire. Après les Italiens du Nord de la première vague, ce sont les travailleurs du sud de la Botte qui arrivent, poussés par la misère. Un accord entre la Suisse et le pays est signé en 1948 pour favoriser cette immigration. Des offices d'émigration voient le jour au sud des Alpes. Des images témoignent des moments forts que représentent ces départs pour les familles. Et de l'arrivée des saisonniers à la frontière helvétique, des contrôles médicaux, dénudés, témoignant qu'on attendait des bras et non des hommes et des femmes. Ils ont été actifs dans trois secteurs économiques. Les chantiers, avec la construction de nouveaux bâtiments, de logements, de l'autoroute. L'industrie, avec par exemple l'usine de collants Iril à Renens, où les Italiennes y travaillant font figure de pionnières dans une Suisse très traditionnelle. Et la restauration, avec no-



L'*Italianità*. Vue de l'exposition.

tamment l'ouverture de la première pizzeria lausannoise en 1957, la pizzeria Da Mario toujours active en haut de la rue de Bourg. Peu à peu, l'*Italianità* laisse son empreinte dans la ville. Des objets, des aliments, des pages de journaux illustrant la présence italienne à Lausanne sont exposés. Y est évoquée la place du football, du vélo, de l'alimentation, de la musique et du cinéma, avec des objets insolites, comme l'écharpe rouge de Fellini ou le manuscrit du film *Riso amaro*. Une Vespa trône aussi au milieu de la salle, symbole de modernité et de liberté. Une liberté vite restreinte par les permis de travail comme en témoigne l'affiche de l'exposition.

VIE SOCIALE ET XÉNOPHOBIE

L'immigration italienne, c'est aussi une riche vie associative qui marque les deux vagues migratoires. Les premiers immigrés étaient surveillés pour leurs opinions anarchistes ou socialistes. Dans les années 1932-1933, les Casa d'Italia, mises en place par Mussolini s'installent dans le pays. A Lau-

sanne, l'une d'elles s'ouvrira après la guerre aux résistants pour tirer un trait sur le passé fasciste. La Colonia libera de Lausanne voit le jour en 1943 pour combattre le fascisme, puis se transformera en association de défense des droits des immigrés. Il y a aussi le développement des équipes de foot, dont la première, l'Ambrosiana, a été fondée en 1926. Et la présence d'une crèche-pensionnat, où séjourna, enfant, Anne Cuneo, et d'une école italienne, le Liceo Pareto.

L'espace relatant cette implantation sociale, politique et culturelle laisse encore découvrir la virulence des propos anti-étrangers, la création, en 1963, d'un parti «Anti-Italiens». Et les initiatives xénophobes qui pousseront le Conseil fédéral à restreindre les droits des migrants. Des extraits de films ou d'émissions se font l'écho de cette période noire pour les immigrés. On y entend également Luigi, camarade d'Unia, qui crie sa colère contre la montée xénophobe en Lombardie même, dans un extrait du film *L'Altra Cosa*, de Morena La Barba.

La visite se termine dans une salle ornée des portraits des vingt témoins dont les récits sont réunis dans le livre lié à l'exposition. Un recueil qui invite à la poursuite du voyage, à la découverte de leur parcours et de leurs sentiments. Leurs paroles résonnent sur les murs. «Ils représentent toutes ces per-

sonnes de la 1^{re}, 2^e et même 3^e génération d'Italiens qui ont contribué à faire Lausanne», salue Sylvie Costa. ■

* *Losanna, Svizzera*, recueil de témoignages par Emmanuelle Ryser, photographies de Claudine Garcia, Editions Favre, Lausanne, 2020, 125 pages, 20 fr.



La misère en Calabre en 1948, photo de Tino Petrelli.



Affiche de la campagne contre l'initiative de l'Action nationale, 1974.



AUTOUR DE «LOSANNA, SVIZZERA»

De nombreux événements, projections ou conférences sont organisés dans le sillage de l'exposition du Musée historique. Parmi eux:

- Des conférences au Musée sur les thèmes suivants: Le régime méditerranéen: de la stigmatisation à la reconnaissance internationale (28 septembre à 18h30); Un savant italien engagé: Bruno Galli-Valerio, professeur d'hygiène et parasitologie à Lausanne (5 octobre à 18h30); Pourquoi les Italiens deviennent-ils blonds? (11 novembre à 18h30); Gino Severini, un artiste toscan à Lausanne (1^{er} décembre à 18h).
- La projection du film *Siamo Italiani* d'Alexander J. Seiler (1964), le 2 novembre à 20h30 à la Cinémathèque, en ouverture d'un cycle sur l'immigration italienne en Suisse (réservations sur cinematheque.ch).
- Une soirée plans fixes consacrée à l'écrivaine et journaliste Mireille Kuttel Baudrocco, le 17 novembre à La Ferme des Tilleuls, à Renens.
- Une rencontre sur le thème «Lingua, madre, madrelingua» avec la participation d'Elena Borio, Anna Lietti, Ada Marra, Lucia Sillig, quatre femmes partageant leurs relations à leur mère, leur langue et l'Italie. La soirée, animée par Morena La Barba, aura lieu le 9 décembre à 19h à la salle du Conseil communal.
- Visites guidées, midi-pauses et chasse aux trésors pour les enfants sont aussi au programme. ■

Plus d'informations sur: lausanne.ch/mhl